

---

**Études de cas sur le plaidoyer****CONTRÔLE DES DÉPENSES EN ZAMBIE**

---

<b>PAYS :</b>	<b>Zambie</b>
<b>THÈME :</b>	<b>Corruption ; gouvernance</b>
<b>APPROCHES DE PLAIDOYER :</b>	<b>Promotion de bonnes pratiques ; sensibilisation des membres de la communauté ; suivi des dépenses du gouvernement ; représentants du gouvernement : lobbying ; représentants du gouvernement : les rencontrer ; recherches et analyses; utilisation des médias ; création d’alliances et de coalitions</b>

---

En Zambie, le gouvernement national, par le biais du Fonds de développement des circonscriptions (Constituency Development Fund, CDF), alloue à chaque circonscription régionale des fonds pour son développement local. Ces fonds ne sont ensuite pas toujours utilisés localement comme ils le devraient.

Tearfund et ses partenaires, Micah Challenge et Evangelical Fellowship of Zambia (EFZ), ont réalisé des études sur l’utilisation des fonds du CDF et publié un rapport sur le sujet. Ils ont invité, à l’occasion du lancement officiel du rapport, des députés, des représentants d’organisations de la société civile, des fonctionnaires et des responsables religieux. Le rapport mettait l’accent sur le manque de transparence concernant la manière dont l’argent était dépensé, l’absence de participation de la communauté et l’influence politique excessive exercée sur les processus du CDF. Il formulait également des recommandations pour réformer le CDF de manière à remédier à ces problèmes. La réunion a bénéficié d’une bonne couverture médiatique sur les chaînes de télévision et les radios nationales et régionales ainsi que dans la presse.

Par la suite, Tearfund, Micah Challenge et EFZ ont organisé des ateliers dans plusieurs circonscriptions afin de doter les responsables religieux locaux des compétences nécessaires pour contrôler les dépenses du CDF. Les pasteurs ont incité leurs Églises et leurs communautés à demander des comptes au CDF et à surveiller la manière dont les fonds sont utilisés dans leur circonscription grâce à un outil de suivi spécialement conçu pour cet usage. Une municipalité a tellement pris conscience de l’importance du contrôle des dépenses publiques qu’elle a même demandé à la communauté d’exercer le suivi d’autres fonds publics.

Tearfund, Micah Challenge et EFZ ont communiqué leur rapport sur le CDF à plusieurs des municipalités dans lesquelles les études avaient été réalisées, ainsi qu’à des députés. Ils l’ont aussi envoyé aux deux ministères chargés de l’administration du CDF, le ministère des Finances et le ministère des Collectivités locales et de l’Habitat. Suite à cela, ce dernier a organisé des débats, auxquels il a convié Tearfund, Micah Challenge et EFZ, visant à réformer la politique du gouvernement relative au CDF. Le parlement a fini par approuver les réformes apportées à cette politique.